



Décision individuelle N° 2022-290

Pétitionnaire : commune de Guillaumes, représentée par son maire en exercice, M. Jean-Paul David
Adresse : Mairie – 1 place Napoléon III – 06470 Guillaumes
Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (nécessaires à des opérations de restauration, de conservation(...) d'éléments du patrimoine historique ou culturel)
Intitulé du projet : installation portail ajouré en mélèze du Pays pour fermeture du cimetière
Localisation : Barels – Le Serre - Section B parcelle n°355 – commune de Guillaumes

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13, 14 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 24 juin 2022,

Considérant la demande formulée en date du 14 juin 2022 par la commune de Guillaumes,

Considérant la réhabilitation de l'enceinte du cimetière de Barels accordée par la décision 2021-33 en date du 11 mars 2021,

Considérant que le projet porte sur l'installation d'un portail ajouré à un seul vantail pour la fermeture du cimetière de Barels,

Considérant que la proposition d'une porte à un seul vantail en planches de mélèzes fixées avec des barres et complétées par une traverse de contreventement en « écharpe » n'est pas cohérente avec la porte ancienne à deux vantaux pleins,

Considérant la nécessité d'adapter ce portail en le transformant, dans le respect de ce qu'il était au début du XXe siècle, en une porte à double vantaux pleins en planches de mélèze de pays,

Considérant que les modalités de travaux prévues doivent être modifiées afin de trouver un bon compromis entre les intérêts patrimoniaux – matériaux, techniques, précautions archéologiques et environnementales – et les nécessités d'adaptation aux contraintes des lieux,

Considérant la nécessité de rappeler les modalités de mise en œuvre indispensables pour garantir ce compromis et la compatibilité des travaux avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La commune de Guillaumes, représentée par son maire en exercice, M. Jean-Paul DAVID, est autorisée à réaliser des travaux dans le cœur du Parc national du Mercantour, nécessaires à des opérations de restauration d'éléments du patrimoine historique ou culturel.

Les travaux ont pour objet l'installation d'un portail au cimetière de Barels sur la commune de Guillaumes.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Le portail devra consister en une porte à deux vantaux pleins en planches de mélèze de pays et de barres de traverse invisibles depuis l'extérieur sans « écharpe » de contreventement.

2.2. Un mortier en béton de chaux sera mis en œuvre pour le scellement des gonds de la porte.

2.3. Le scellement des gonds sera réalisé de telle sorte que tout risque de dispersion des composants ou de ruissellement des laitances soit réduit au maximum :

- stockage temporaire des composants au sec et à l'abri de toute dégradation de leur contenant par la faune sauvage ou les intempéries ;
- mélanges réalisés sur des bâches ou dans des bacs étanches ;
- pose et séchage au sec hors période de pluie ;
- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage aux sources du hameau ;
- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

2.4. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus (canettes, emballages, papiers...) devra être intégralement collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées.

2.5. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux réunions de chantier, notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement :

Contacts service territorial :

- Chef de service : Clémentine DENTZ (clementine.dentz@mercantour-parcnational.fr)

- Adjoint au chef de service : Jean-Noël LOIREAU (jean-noel.loireau@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 04.93.05.59.43

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature et pour une durée de trois ans.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national, les héliportages nécessaires à la réalisation du chantier devront notamment faire l'objet d'une demande d'autorisation dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

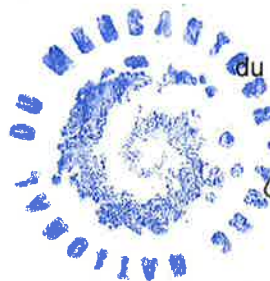
Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 28 juillet 2022



La directrice-adjoint
du Parc national du Mercantour

Sandrine GRANDFILS

Destinataire :
- mairie de Guillaume

Copie :
- service territorial Haut Var Cians

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.